

DECISION DU MAIRE

PRISELE 1 9 SEP. 2025

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA **DELIBERATION DU 1^{ER} FEVRIER 2024**

Service de l'Action Sociale, Logement, Petite Enfance IB

2025-350

OBJET : Location à titre précaire d'un pavillon de type F6 sis au 11 rue des Fosseaux à Soisy-sous-Montmorency

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,

Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1er février 2024 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

CONSIDERANT que la commune de Soisy-sous-Montmorency est propriétaire de plusieurs biens immobiliers sur son territoire.

CONSIDERANT qu'afin de valoriser son patrimoine, la Ville consent des conventions d'occupation à titre précaire, lui permettant, à la fois, de pouvoir disposer de ses biens en vue de la réalisation d'un projet d'intérêt général.

DECIDE

La location à titre précaire d'un pavillon de type F6 sis 11 rue des Fosseaux à Soisysous-Montmorency, est consentie à 1er octobre 2025 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 30 septembre 2026.

La recette en résultant, s'élevant à la somme mensuelle de 724,97 euros (sept cent vingt-quatre euros et quatre-vingt-dix-sept centimes) hors charges sera imputée au budget de l'exercice en cours.

prend les abonnements et les consommations des fluides (eau, électricité, gaz) à sa charge.

Article 4 : Le responsable du service compétent et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 5 : La présente décision est transmise à Monsieur le Sous-Aréfet de Sarcelles.

07.10.2015

Conseil départemental. Vice-président délé

25DEC390-CC

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 19 Septemble de Mis en ligne et/ou notifié le : 1 a c lo ble 2027 Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le 1 extobre 625

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte